



CONSORTIUM POUR LA RECHERCHE
ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

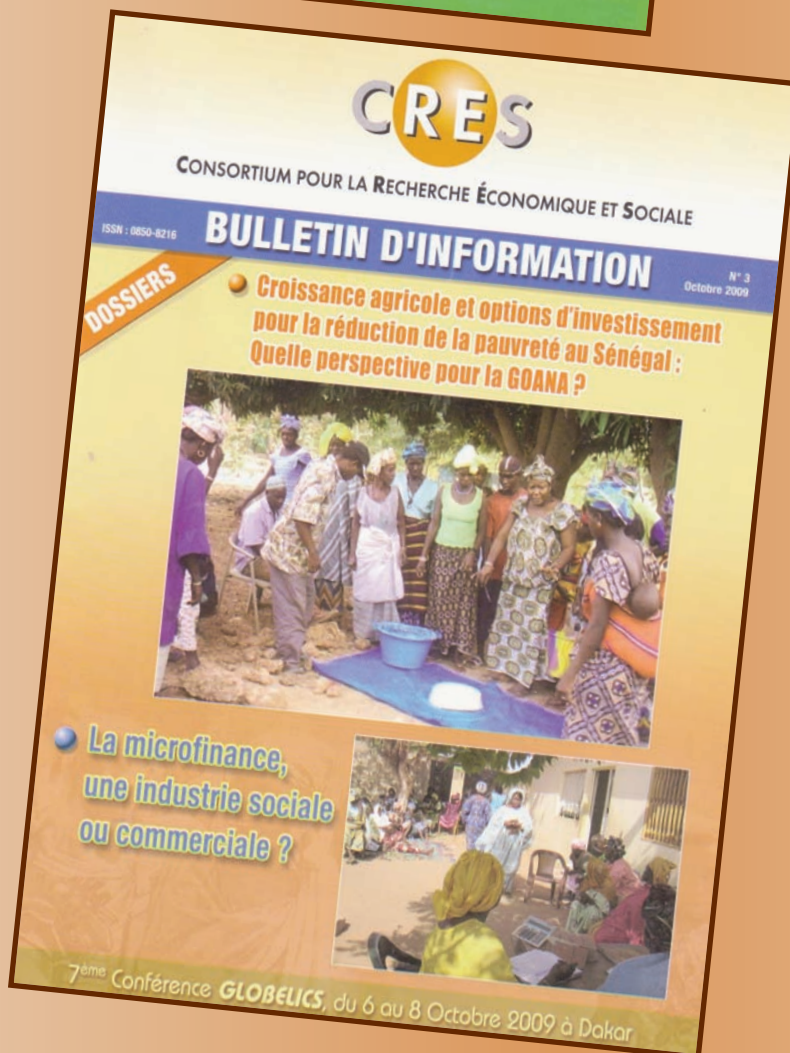
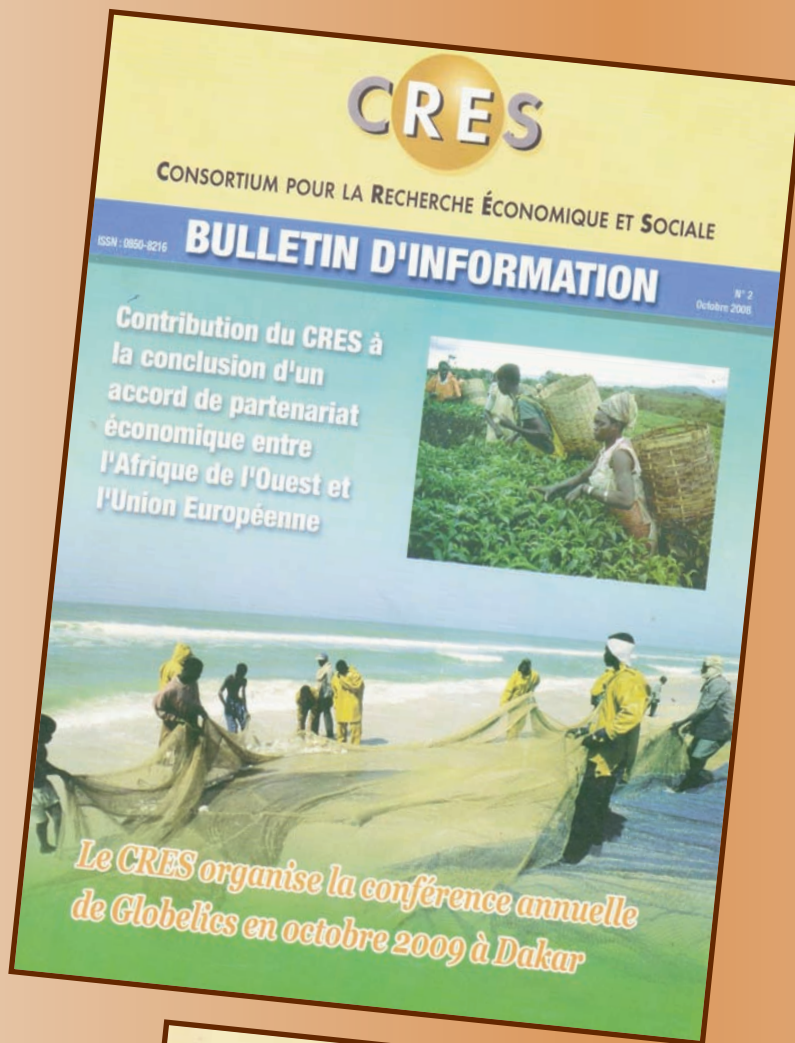
BULLETIN D'INFORMATION

ISSN : 0850-8216

N°04 - Mai 2011

**Une recherche
de qualité
au service
du développement**





BULLETIN D'INFORMATION DU

CRES

CONSORTIUM POUR LA RECHERCHE
ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Rue de Kaolack x Rue F
Tour de l'Oeuf - Point E
En face de la Piscine Olympique - Dakar
Tél : (221) 33 864 77 57
Fax : (221) 33 864 77 58
C.P : 12023 - BP 7988, Dakar-Médina
E-mail : eres@eres-sn.org
Information : contact@eres-sn.org
Site web : www.eres-sn.org

Directeur de publication
Pr Abdoulaye DIAGNE

Rédacteur en Chef
Boubacar DIAO

Assistants de rédaction
Michel FAYE
Doudou NDIAYE

Sécrétariat
Mame Sokhna THIAW
Mariétou MBAYE

Maquette et Impression
AMD GRAPHIC : Tél. 77 647 38 77

© CRES 2011

Research ICT Africa (RIA)

Cette recherche visait à doter les pays membres du programme Research ICT Africa (RIA) en informations et analyses nécessaires à la formulation de politiques appropriées pour une régulation efficace des Technologies de l'information et de la communication (TIC) en Afrique. Il s'agit de savoir comment les ménages et les individus utilisent les TIC, et l'impact que ces derniers ont sur leurs conditions de vie.

Au terme de l'enquête menée au Sénégal par le CRES, en collaboration avec l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), les forces et faiblesses du secteur ont été identifiées.

Forces

1. Le marché des Télécoms sénégalais est dynamique. Il est caractérisé par la présence de trois grands opérateurs de télécoms, et serait même en mesure d'en accueillir d'autres, tout comme des fournisseurs de services de téléphonie mobile.

2. Quatre fournisseurs d'accès Internet ADSL et des fournisseurs de services à valeur ajoutée (serveurs vocaux, services kiosques, SMS+call center, etc.) ainsi que des fournisseurs de cartes pré-payées sont présents dans ce marché. Il ya plus de 12 000 téléc centres et 3000 autres types de revendeurs (boutiques, stations essence,...) dont 200 à 400 cybercafés.

3. L'année 2008 est marquée par une augmentation considérable du nombre de fréquences assignées puisqu'il est passé de 278 en 2007, à 661 en 2008. Malgré la crise financière internationale, l'année 2009 a été caractérisée, au Sénégal, par une croissance importante du secteur des télécommunications.

4. La téléphonie mobile semble se substituer à la téléphonie fixe et contribue, de manière très significative à l'accessibilité au téléphone.

5. Avec une croissance de 48,4% en fin 2008, le parc mobile affiche 5 389 133 abonnés contre 3 830 604 abonnés l'année précédente, montrant, une fois encore, son dynamisme. Le taux de pénétration est ainsi passé de 34,3% à 50,9%, au cours de la période considérée (ARTP 2008).

6. Le nombre d'abonnés de l'Internet ne cesse de progresser, aussi bien au niveau des particuliers

qu'au niveau des entreprises. Cette progression a été accélérée par l'augmentation de la bande passante Internet internationale qui, de 1,24 Mbps fin 2007, est passée à 2,9 Gbps en 2008 (ARTP 2008)

7. L'offre des opérateurs de téléphonie mobile est caractérisée par une prépondérance du pré-payé et une relative simplicité (pas de segmentation de clientèle, hormis particuliers/professionnels). Ainsi, les télécommunications sont devenues, depuis une dizaine d'années, l'un des secteurs les plus dynamiques de l'économie sénégalaise avec une contribution au produit intérieur brut (PIB) de près de 7.1% à la fin de l'année 2004.

Faiblesses

1. Malgré la présence de trois grands opérateurs de télécommunications au Sénégal, l'accès universel reste encore un problème majeur.

2. L'absence d'une stratégie globale fragilise la contribution du secteur à la croissance économique du pays.

3. Pour beaucoup d'acteurs, la libéralisation du secteur des TIC n'a pas été un processus participatif.

CRES à la Conférence RIA à Cape Town



Ousmane Birba

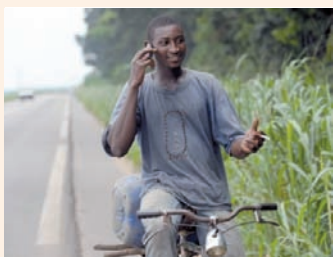
L'étude sur « Les déterminants de l'adoption de l'internet en Afrique » menée par le CRES a été présentée à Cape Town en Afrique du Sud, lors d'une conférence organisée par Research ICT in Africa (RIA) à CapeTown, du 19 au 21 Mars 2010. A cette occasion M.

Ousmane BIRBA a exposé les conclusions de l'enquête réalisée par le CRES en 2008 sur les TIC au Sénégal.

La conférence a abordé plusieurs thèmes qui ont permis de faire des recommandations pour la réduction de la pauvreté numériques par :

- la baisse des prix des infrastructures en agissant sur les taxes ou en subventionnant certains produits ou services,
- la création d'un environnement juridique favorable à la compétition des entreprises de télécommunications et ventes produits de TIC.

Libéralisation internationale du commerce des services TIC : enjeux pour le secteur privé et implications pour la mise en œuvre de politiques publiques en Afrique de l'Ouest (LICOM)



Le programme de recherche intitulé « Libéralisation internationale du commerce des services TIC : enjeux pour le secteur privé et implications pour la mise en œuvre de politiques publiques en

Afrique de l'Ouest (LICOM) » a été lancé en juillet 2008, sous l'égide de l'Institut Panos Afrique de l'Ouest (IPAO). L'objectif visé était de contribuer à une meilleure compréhension des enjeux et des conditions de mise en œuvre de la libéralisation du commerce des services TIC dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS). Au terme de cette recherche, les forces et faiblesses identifiées du secteur des TIC au Sénégal sont les suivantes :

1. la majeure partie des entreprises sont de type « propriété individuelle et familiale », soit 44% contre 24% de type SARL (Société à responsabilité limitée), et 11% sont des sociétés anonymes (S.A) ;
2. du point de l'évolution du capital social de ces entreprises, on constate une tendance baissière du capital des entreprises SARL et SA, et une tendance haussière des entreprises de type individuel et familial ;
3. le capital des entreprises est essentiellement constitué par les nationaux, soit un taux de réponse de 54%, contre 38% constitué par des étrangers hors Afrique, et 8% des étrangers africains.
4. En terme d'attraction des investissements directs étrangers, les entreprises de type « propriété individuelle et familiale » sont désavantagées par rapport aux SARL et S.A. Ainsi, les SARL attirent plus d'IDE, soit 33% des entreprises enquêtées, contre 11% seulement des entreprises individuelles et familiales.
5. On note une tendance haussière de l'emploi dans le secteur des TIC, mais, avec relativement plus de femmes que d'hommes dans le service TIC (fabrication et montage, maintenance et services informatiques).
6. Les entreprises du secteur importent plus qu'elles n'exportent, et leurs importations sont essentiellement constituées de matériels et consommables informatiques.
7. Les entreprises de type S.A et S.A.R.L, hors le

giant Sonatel, sont plus performantes en terme de volume d'investissement, de chiffre d'affaires réalisés durant les huit dernières années.

8. Le secteur des TIC au Sénégal est atomisé : les plus grandes parts de marché du secteur (plus de 50%) sont détenues par moins de 10% des entreprises, contre 25% que détient moins de 1% de celles-ci.

9. L'environnement des affaires n'est pas des meilleurs du fait de nombreuses taxes supportées par les entreprises.

10. Les entreprises sénégalaises du secteur des TIC sont confrontées à une concurrence locale des autres entreprises nationales (93%), et des entreprises étrangères hors Afrique (60%).

Atelier Régional LICOM

L'Institution PANOS a organisé, en partenariat avec le CRES, un atelier multi-acteurs d'échanges et de validation des résultats des études du projet LICOM.

Cet atelier, s'est déroulé du 1er au 2 Juillet 2010 à Dakar, grâce à un appui financier du CRDI.

L'objectif était de favoriser :

- le partage et la validation des résultats de recherche menées dans le cadre du projet à l'échelle régionale ;
- la prise de conscience collective sur les nouveaux enjeux régionaux identifiés par la recherche et nécessitant de stratégies politiques et harmonisées ;



Mamadou Aladji LY du CRES, point focal du projet LICOM

- la réflexion sur l'harmonisation ou la consolidation du cadre juridique régional du commerce des biens et services TIC, en liaison avec les organisations régionales telles que la C E D E A O ,

l'UEMOA, l'ARTAO (Assemblée des Régulateurs de Télécommunications d'Afrique de l'ouest) et l'OHADA ;

- le renforcement du partenariat multi-acteurs au niveau régional sur les questions discutées.

PROJET CUTS : Vers des régimes efficaces de la concurrence par le renforcement des capacités dans les pays de l'Afrique de l'Ouest

Dans le cadre de son partenariat avec CUTS (Consumer Unity & Trust Society), le CRES a mené une recherche sur les régimes de concurrence au Sénégal. Ce projet a été mis en place dans six pays de l'Afrique de l'ouest, dont le Sénégal. Il vise à fournir un ensemble de connaissances sur l'état de la concurrence, dans ces pays, au regard des différentes politiques publiques mises en œuvre, du droit de la concurrence, de la régulation de la concurrence et de la perception de la concurrence par les populations. A terme, il s'agit de faire un ensemble de propositions de réformes pour améliorer la politique de concurrence, et d'utiliser la concurrence pour le développement écono-

mique et le bien-être des populations dans des pays sélectionnés d'Afrique de l'Ouest.

Cette équipe a mené des recherches sur la prédominance des pratiques anticoncurrentielles et leurs effets négatifs, en particulier, pour le consommateur. Elle a ainsi pu identifier certains facteurs qui provoquent et accentuent les pratiques anticoncurrentielles sur le marché. Les résultats de cette recherche, pour le Sénégal et pour les six autres pays du projet, ainsi que les perspectives et axes d'une réforme de la réglementation de la concurrence, ont été présentés, lors d'une conférence tenue à Dakar les 6 et 7 août 2010.

Conférence finale du projet CUTS

CUTS

International et le CRES ont organisé la conférence finale du projet CUTS les 6 et 7 août 2010, sous la présidence du ministre du commerce, avec, comme thème : « Vers des régimes efficaces de la concurrence par le renforcement des capacités dans des pays sélectionnés d'Afrique de l'Ouest ».

Cette rencontre de haut niveau a vu la participation de sommités internationales du droit de la concurrence, de responsables de structures de contrôle de la concurrence en provenance des USA, de l'Union Européenne et de toutes les régions de l'Afrique.



Le Directeur du CRES et le Ministre du Commerce (au milieu)

Estimation des rendements de l'enseignement supérieur : une enquête sur les modèles, les méthodes et les données empiriques

En 2010, le CRES a mené une recherche sur les rendements de l'éducation, et, plus particulièrement, sur l'enseignement supérieur, afin de voir si la forte expansion enregistrée dans le secteur a modifié les rendements de ce secteur en Afrique subsaharienne (ASS) au cours de la dernière décennie au point de justifier qu'on investisse davantage dans ce niveau d'éducation.

... Une revue détaillée des principaux modèles microéconomiques et macroéconomiques a été faite. L'équipe du CRES s'est aussi intéressée aux problèmes majeurs qu'on rencontre dans la mise en œuvre empirique de ces modèles. L'évolution de la rentabilité de l'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne est comparée à celle des autres niveaux d'éducation. La méthode de la méta-analyse est appliquée aux résultats de la série de travaux sur les rendements de l'enseignement supérieur dans les pays subsahariens utilisant la méthode de Mincer. En conclusion, les constats suivants ont été faits :

- Les études existantes sont concentrées sur certains pays (Kenya, Ouganda, Tanzanie, Afrique du Sud) et couvrent plus l'Afrique australe que les autres régions de l'ASS. Une distribution plus équilibrée des nouvelles études entre les différentes régions et, à l'intérieur de celles-ci, entre les pays

assurerait une meilleure représentativité des résultats tirés de leur synthèse.

- Nombre d'entre elles comportent des faiblesses liées, d'une part, à la nature des échantillons de populations qui ciblent de manière disproportionnée les salariés du secteur public et incluent rarement les actifs du secteur informel, et d'autre part, aux données utilisées qui datent de plus de quinze ans et ne peuvent donc pas capter les tendances récentes de la rentabilité de l'éducation en ASS.

- Les résultats d'estimation montrent que l'introduction de plusieurs variables explicatives, qui sont généralement corrélées avec l'éducation, diminue le taux estimé du rendement de l'éducation supérieure. Le coefficient de l'année d'estimation suggère une tendance à la hausse du taux au fil des années.

- On note que l'éducation supérieure et l'expérience acquièrent beaucoup d'importance en Afrique, car favorisant une rémunération plus élevée. Ce dernier résultat nécessite une étude beaucoup plus approfondie, étant donné le faible nombre d'observations disponibles, mais aussi et surtout, parce que qu'il va à l'encontre de ceux obtenus dans beaucoup d'études.

Analyse situationnelle du tabagisme en Afrique (ASTA) Projet de renforcement du cadre juridique et réglementaire de la lutte contre le tabac au Sénégal

Outre l'approfondissement des connaissances sur le tabagisme au Sénégal, cette recherche, démarrée en 2009, devait contribuer :

- à la finalisation et à l'adoption d'une nouvelle loi antitabac au Sénégal ;
- au renforcement de la légalité de la mesure d'interdiction de l'usage du tabac à Touba.

Le projet a pris fin en août 2010, et a permis d'enregistrer les résultats suivants :

- un avant-projet de loi conforme aux dispositions de la Convention cadre

pour la lutte anti tabac de l'OMS (CCLAT) est disponible ;

- une cartographie du contexte politique de la lutte antitabac au Sénégal est établie :

- une adhésion des journalistes avec, en perspective, la mise en place d'un réseau des journalistes spécialisés dans la lutte antitabac est notée ;

- une adhésion des autorités religieuses de Touba au programme ASTA est obtenue ;

- un diagnostic clair des contraintes et besoins de renforcement des capacités des différents intervenants dans la

lutte antitabac est réalisé ;

- une performance accrue des interventions du Conseil Rural de Touba Mosquée en matière de lutte anti tabac est assurée par la mise en place de supports audiovisuels six panneaux lumineux, de 45000 affiches, 1650 flyers, 600 autocollants et des CD sur les différentes communications réalisées par des experts ;
- une meilleure adéquation des interventions communautaires avec la législation en vigueur est mise en exergue.

Journée d'information sur la Priorité n°2 «Renforcement de la Ville de Touba sans tabac »

Cette journée d'information a été organisée le 09 janvier 2010 à l'intention des membres du comité de pilotage du projet ainsi que des acteurs impliqués à Touba. Elle s'est tenue au siège du Conseil rural de la ville sainte, en présence des autorités administratives et religieuses, des services déconcentrés impliqués, des médias (radios et la Télévision Walfadjiri), du Conseil rural de Touba Mosquée, du comité de pilotage du projet, des organisations communautaires de base impliquées, du Ministère de la Santé et de la Prévention (point focal de la lutte antitabac), des experts (Universitaires, Docteurs, etc..), des membres de l'équipe ASTA.



Pose d'un panneaux lumineux
à l'entrée de Touba

JOURNÉE D'INFORMATION SUR LA PRIORITÉ N°1

« Renforcement du cadre juridique et réglementaire de la lutte contre le tabac au Sénégal »

Le CRES, en partenariat avec le Ministère de la Santé et de la Prévention (MSP) et le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI), a organisé successivement les 12 et 13 mai 2010 trois ateliers sur :

- l'information des journalistes sur la lutte contre le tabagisme ;
 - la restitution de l'analyse sur la fiscalité des produits du tabac au Sénégal ;
 - la cartographie politique de la lutte contre le tabac au Sénégal.
- Il a ensuite soumis l'agenda du séminaire qui a été approuvé à l'unanimité avant de dérouler les activités prévues.



Entrée du Conseil rural de Touba

Restitution du diagnostic du CRTM et la cartographie des organisations de lutte contre le tabac et connexes à Touba

Une mission du CRES s'est rendue à Touba le jeudi 22 juillet 2010, dans le cadre du projet ASTA. Deux thèmes ont fait l'objet d'échanges avec le Conseil rural de Touba mosquée (CRTM) et les autorités de la sous-préfecture de Ndame :

- restitution du diagnostic du CRTM et de la cartographie des organisations de lutte contre le tabac et dérivés à Touba ;
- réflexions pour la finalisation du projet de texte sur la réglementation de l'interdiction de l'usage du tabac à Touba ;

Conférence publique sur la lutte antitabac à Touba

Le CRES et le Conseil Rural de Touba Mosquée (CRTM) ont organisé une conférence publique le samedi 15 janvier 2011 à Touba, toujours dans le cadre de l'exécution du projet de renforcement du cadre juridique et réglementaire de la lutte contre le tabac au Sénégal. Cette activité initiée par le CRES et le CRTM a permis de clôturer une série de causeries sur la lutte antitabac.



Atelier méthodologique sur la taxation des produits du tabac en Afrique de l'Ouest

Le CRES a organisé à Dakar, du 22 au 24 février 2011, un atelier méthodologique qui permettra d'élaborer et d'exécuter un programme de recherche sur la taxation du tabac en Afrique de l'Ouest, en partenariat avec les organismes de lutte antitabac en général, les institutions de recherche et l'administration des pays concernés par l'étude. Cet atelier visait, de façon spécifique, les objectifs suivants :

- échanger sur la situation actuelle des politiques nationales et régionales de la lutte antitabac en général et celle de la taxation des produits du tabac en particulier ;
- définir le cadre institutionnel de l'étude sur la taxation des produits du tabac en Afrique de l'Ouest ;
- amender/améliorer la problématique et les objectifs de la recherche sur la taxation des produits du tabac dans la sous région ;
- définir la méthodologie la plus appropriée pour l'étude ;
- déterminer les profils des membres des équipes nationales susceptibles de participer à la recherche ;

nales susceptibles de participer à la recherche ;

- identifier les partenaires financiers potentiels pour la proposition de recherche.

Plusieurs institutions ont participé à cet important atelier : le Groupe de Recherche en Economie Appliquée et Théorique (GREAT), le Centre d'Etudes, de Documentation, de recherches Economiques et Sociales (CEDRES), l'école doctorale des sciences de l'homme et de la société, Nigeria Institute of Social and Economic (NISER), l'Institute of Statistical, Social and Economic Research (ISSER), le Department of Economics & Management university of Gambia, le laboratoire de l'Economie du Togo, la CEDEAO, SOS Tabagisme du Niger, Mouvement anti-tabac (MAT – Sénégal), etc.

L'occasion a été saisie pour lancer une idée de création d'un réseau de chercheurs dans le domaine de la lutte antitabac. L'objectif principal sera de fournir des données qui pourront servir d'argumentaires dans la lutte antitabac.

Recherche sur les indicateurs de prestation de services



L'African Economic Research Consortium (AERC), avec le soutien financier et technique de la Fondation Hewlett (FH) et de la Banque Mondiale (BM), a initié un programme de recherche sur de nouveaux indicateurs qui peuvent permettre aux populations et autorités locales d'apprécier la qualité et la performance des services fournis par les prestataires publics.

L'objectif est de construire un ensemble

d'indicateurs appelés Indicateurs de prestation de services, en anglais, Service Delivering Indicators (SDI), afin de mesurer la performance des services publics rendus aux bénéficiaires. Le SDI vise à renforcer le suivi et l'évaluation des systèmes de prestation de service et de la bonne gouvernance. Il permet aussi de comparer les performances à l'intérieur d'un pays, ou entre pays, au cours du temps. Ceci sera particulièrement utile à chaque pays pour améliorer la qualité de ses services en s'inspirant du système d'organisation du pays ayant le meilleur indicateur. Le Sénégal (pays francophone) et la Tanzanie (pays anglophone) ont été sélectionnés pour la phase expérimentale du projet.

Il revient au CRES d'assurer la mise en œuvre de la collecte, et l'entrée informatique des données pour le

compte du Sénégal. Ce travail bénéficie de l'appui technique de l'Institut National d'Etude et d'Action pour le Développement de l'Education (INEADE) pour le volet « Education », et de l'Institut de Santé et Développement (ISED) pour le volet « Santé ».

Le projet pourrait être mené dans 30 pays africains, selon une périodicité de deux ans. En plus de l'éducation et de la santé, le projet s'élargira à d'autres secteurs sociaux primordiaux, comme l'eau et l'assainissement.

M. Wassongma du CRES, a présenté, par visio-conférence à Washington, le 19 novembre 2010 les résultats de la phase pilote de l'enquête sénégalaise sur les Indicateurs de prestation de services en Afrique. La conférence était organisée par l'AERC, en collaboration avec la Banque mondiale et la Hewlett foundation.

Technologies de l'information et de la communication (TIC) croissance et pauvreté

Le CRES a initié un vaste programme de recherche sur les TIC et leurs effets sur la réduction de la pauvreté. Le programme vise, entre autres, les objectifs spécifiques suivants : (i) approfondir la compréhension des interactions entre les concepts de TIC, de croissance et de réduction de la pauvreté ; (ii) revisiter et améliorer les méthodologies pertinentes d'évaluation des effets des TIC sur la croissance économique à travers les micros et petites entreprises, et sur les conditions de vie des ménages ; (iii) fournir, à travers l'expérience sénégalaise, des preuves empiriques solides sur les effets qu'exercent la diffusion et l'utilisation des TIC sur les différentes dimensions de la pauvreté des ménages ; (iv) susciter l'utilisation des résultats de la recherche, par les décideurs publics, dans les processus d'élaboration des politiques, en améliorant leur compréhension de la contribution potentielle des TIC à la réduction de la pauvreté. Ce programme de recherche, lancé en 2007, doit prendre fin en 2011.

Biocarburants et pauvreté au Sénégal

Il s'agit d'une recherche collaborative menée par le CRES, avec une équipe du Bureau d'analyse macroéconomique de l'Institut Sénégalais de Recherche Agricole (ISRA), et un chercheur de l'International Food Policy Research Institute (IFPRI) basé à Washington. Elle s'inscrit dans un projet global dénommé « Les biocarburants et les pauvres » qui implique en plus du Sénégal, le Mozambique, la Chine et l'Inde.

Le Sénégal subit une pression d'investisseurs dans le domaine de la production des biocarburants. Même si l'exploitation des biocarburants est à l'état embryonnaire, deux cultures sont privilégiées au Sénégal : la canne à sucre et le jatropha.

L'exercice de modélisation a consisté à introduire la technologie des biocarburants dans le secteur énergétique du Sénégal en s'appuyant, d'une part, sur l'expérience du Mozambique qui présente les mêmes options de cultures et,

d'autre part, sur les données sur la technologie disponible au niveau de l'IFPRI. La simulation a consisté à évaluer l'impact d'une expansion des terres affectées à l'exploitation des biocarburants sur la pauvreté au Sénégal.

En effet, l'exploitation du biocarburant suppose une offre additionnelle de terres et/ou la substitution de terres à usage de biocarburant aux terres affectées aux cultures vivrières et de rente, ce qui a des impacts sur l'évolution de la valeur ajoutée dans l'agriculture. De même, dans le secteur des biocarburants, les revenus des agriculteurs dépendront de leur branche d'activité puisque les intensités factorielles relatives seront différentes selon que le producteur est occupé dans la culture de la canne à sucre ou du jatropha.

L'équipe est constituée de François Joseph Cabral, Fatou Cissé, Abdoulaye Diagne. Le programme est en cours de finalisation.

Evaluation de l'impact des programmes de cantines scolaires sur les performances des écoles primaires rurales du Sénégal

Le Gouvernement du Sénégal, avec le soutien d'organisations internationales, a introduit des programmes de cantines scolaires dans certaines zones rurales afin de lutter contre la malnutrition. La généralisation de ces cantines scolaires étant prévue par le Programme décennal de l'éducation et de la formation (PDEF), une évaluation rigoureuse préalable est nécessaire, voire indispensable, afin de s'assurer de l'apport effectif des cantines scolaires dans les performances des élèves.

Ce programme de recherche, initié par le CRES avec le ministère de l'Éducation et l'appui financier de PIERI (Policy Impact Evaluation Research Initiative) vise l'évaluation de l'impact des programmes de cantines d'écoles publiques sur les performances scolaires des filles et garçons des zones rurales sénégalaises. Plus spécifiquement, cette recherche vise à :

i) établir une relation empirique robuste entre les performances scolaires et l'existence d'une cantine scolaire à

l'école ;

ii) identifier les canaux par lesquels une meilleure alimentation améliore la fréquentation scolaire, la rétention à l'école et le niveau de maîtrise des apprentissages.

A ce jour, la mise en œuvre de l'expérimentation est à son terme, une base de données recueillies sur 120 écoles (60 traitées et 60 contrôles) et plus de 3000 élèves est disponible. En plus des données sur les performances des élèves, cette base contient des informations sur les caractéristiques de ces derniers, leurs habitudes alimentaires dans leurs familles, les caractéristiques des ménages des élèves suivis, le profil des enseignants, les dotations des écoles et des villages, les organisations et associations gravitant autour de l'école, etc.

Les activités en perspective de ce programme se résument à l'analyse des données, la rédaction de rapports et à la dissémination des résultats.

Ecole PEP

Dans le cadre de l'Ecole PEP/CRES, une formation en modélisation des impacts microéconomiques des politiques et chocs macroéconomiques a été organisée en 2010. Cette formation s'est déroulée selon deux modalités complémentaires : d'abord, la formation à distance, du 4 octobre au 5 décembre puis l'atelier de formation, du 8 au 18 décembre 2010.

Le programme de formation comportait les modules suivants :

1. Cadre théorique, équilibre général concurrentiel
2. Introduction au logiciel GAMS
3. Construction d'un modèle standard d'équilibre général calculable
4. Cadre comptable, la matrice de comptabilité sociale
5. Présentation et interprétation des résultats.



Les participants à l'atelier PEP

La formation à distance avait pour but d'initier les participants aux modèles d'équilibre général calculable pour l'analyse d'impacts microéconomiques des politiques et chocs macroéconomiques. Elle s'est déroulée sur une période de trois mois.

L'atelier de formation s'est déroulé à Dakar et a réuni les participants et les personnes ressources du réseau

PEP. L'accent a été mis, d'une part, sur les techniques de modélisation en équilibre général calculable (EGC) que l'on utilise actuellement dans l'étude de ces impacts, et d'autre part, sur les interactions qui interviennent dans une économie nationale ou un ensemble régional. L'atelier a été animé par le Pr André Martens (Université de Montréal)

assisté de Fatou Cissé et François J. Cabral du CRES.

- **Conception et évaluation des politiques d'innovation ou DEIP (Design et Evaluation of Innovation Policy).**
- **L'économie de la connaissance et de l'innovation ou EKI (the Economics of Knowledge and Innovation)**

En partenariat avec UNU MERIT (Université des Nations Unies, Maastricht, Pays Bas), le CRES a développé un programme de formation sur les thèmes ci-dessus.

Ce programme qui a déjà été réalisé dans d'autres pays, à savoir le Nigéria, l'Argentine, la Jordanie, l'Uruguay, l'Ethiopie, El Salvador, l'Inde et les Pays Bas, s'est déroulé à Dakar, du 27 septembre au 1er octobre 2010.

Son objectif est de mieux faire comprendre la conception des politiques d'innovation, notamment, dans les pays en développement, ainsi que l'évaluation de l'efficacité de politiques utilisant la science, la technologie et les indica-

Rencontres de la Recherche Economique (RRE)

Le Mercredi 15 Décembre 2010, dans le cadre des Rencontres de la Recherche Economique, Mme Anne Sophie Robillard, chercheur à l'IRD, a animé un atelier au profit des doctorants, en vue de les aider à avancer dans leurs travaux de thèse.



Le Dr. Adams SZIRMAI présentant son cours

teurs d'innovation, de type conventionnel ou non conventionnel.

La formation a enregistré la participation de plusieurs dizaines d'auditeurs venant de la sous-région ouest africaine, d'Europe et d'Asie. Des contributions de haute facture ont été notées, tant au niveau des experts que des participants.

Mise en place d'un dispositif de validation des publications internes du CRES

Afin d'améliorer la qualité des publications du CRES, les Chercheurs ont décidé de mettre en place un dispositif d'évaluation des documents produits ; Son fonctionnement sera assuré par un comité de lecture constitué de chercheurs ayant une expé-

rience avérée en matière de publication. A cet effet, un référentiel critérié a été adopté pour permettre aux membres de ce comité de disposer d'un outil d'évaluation des documents de recherche sur une base commune et harmonisée.

Douze (12) documents de recherche publiés en 2010

1. Tendances de la pauvreté au Sénégal entre 1994 et 2001 : une approche multidimensionnelle basée sur les ensembles flous *par Fatoumata Lamarana Diallo et Moussa Ounténi Hamani*

2. The Impact of AIDS on Development in Sub-Saharan Africa *par Théophile Azoumahou – Raouf Boucekkine – Bity Diène*

3. Convergence économique et spatiale en Afrique : Cas des pays de la Zone CFA *par Latif Dramani*

4. Convergence of European regions: a reappraisal *par Théophile Azoumahou - Jalal El ouardighi - Phu Nguyen-Van - Thi Kim Cuong Pham*

5. Union monétaire et coordination des politiques économiques : Estimations dans les Pays de la Zone Franc *par Latif Dramani*

6. La libéralisation commerciale a-t-elle un impact sur le comportement des étudiants Sud Africains ? *par Hélène Maisonnave*

7. Is South Africa's affirmative action policy efficient? *par Hélène Maisonnave - Bernard Decaluwe*

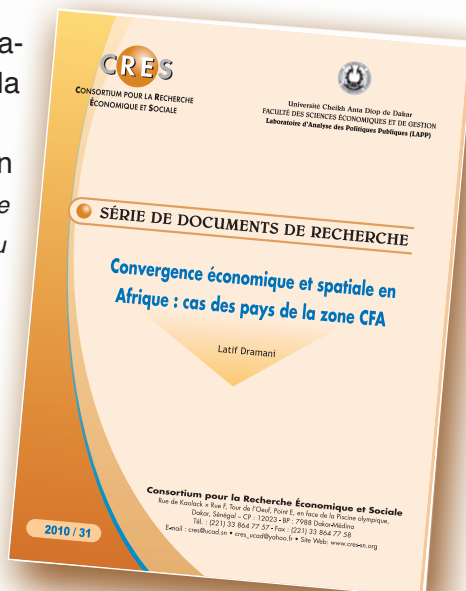
8. Exploring the finance-real economy link in U.S.: An empirical evidence from Panel Unit Root and Cointegration Analysis *par Abdou Aziz Niang - Abdoulaye Diagne – Marie-Claude Pichery*

9. What are the key factors of food insecurity among Senegalese landowners? *par François Joseph Cabral*

10. La pauvreté numérique en Afrique subsaharienne : une analyse à partir de données micro *par Abdoulaye Diagne*

11. Les déterminants de l'adoption d'Internet en Afrique : cas de 17 pays subsahariens *par Abdoulaye Diagne - Ousmane Birba*

12. Analyse de la polarisation des revenus au Sénégal et au Burkina Faso *par Mbaye Diène*



Cérémonie de lancement du livre « Les groupes de sociétés en Afrique : droit, pouvoir et dépendance économique »

Le CRES et les Editions Karthala ont publié en octobre 2010, l'ouvrage intitulé : « Les groupes de sociétés en Afrique. – Droit, pouvoir et dépendance économique » du Pr Abdoulaye Sakho, directeur de l'Ecole doctorale de la Faculté de sciences juridiques et politiques (FSJP) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar et membre du CRES. Le samedi 5 mars 2011, le CRES a organisé une cérémonie de lancement de ce livre à la Place du Souvenir africain, devant une assistance de près de 400 personnes : universitaires, décideurs publics et privés, juristes, notaires, experts comptables, étudiants,...



Capitalisation des acquis du PEBD

Le PEBD (Projet éducation dans la banlieue de Dakar) a été mis en œuvre pendant cinq ans. Il a permis d'atteindre des résultats importants en termes de scolarisation, d'amélioration de la qualité, de décentralisation de la gestion et du pilotage, de rationalisation de la gestion financière dans la banlieue de Dakar.



PEBD en 2008, le CRES a encore été sollicité pour procéder à la capi-

Après l'évaluation d'impact du

talisation des acquis de ce projet en 2010. La mission ainsi confiée au CRES consiste à :

- présenter les acquis cognitifs et pratiques de l'expérience menée à travers ce projet ;
- dégager les leçons apprises et les facteurs favorisant l'internalisation des expériences réussies ;
- partager ces acquis avec les divers acteurs et partenaires de l'éducation.

EVALUATION D'IMPACT DU PASEC

La CONFEMEN a confié au CRES une évaluation d'impact des initiatives menées dans le cadre du Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN (PASEC). L'étude a permis :

- d'apprécier la perception que les Etats et gouvernements membres ainsi que les autres acteurs ont du programme ;
- d'apprécier la qualité et la pertinence des principaux apports du PASEC sur les systèmes éducatifs ;
- d'évaluer le niveau de prise en compte et l'impact des résultats des évaluations menées par le PASEC ;
- d'analyser l'évolution du programme depuis sa création en se focalisant sur sa méthodologie ;
- de formuler des recommandations de renforcement et/ou de réorientation des stratégies du programme.

PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE CAPACITÉS (PRC)

L'objectif du PRC est de « renforcer les capacités des acteurs et institutions pour améliorer les résultats à tous les niveaux par une meilleure connaissance, un meilleur pilotage, et une meilleure gestion du système éducatif ». De manière plus spécifique, il s'agissait :

- de renforcer (i) les capacités de pilotage administratif et financier de renforcer, ; (ii) les capacités de pilotage pédagogique, (iii) les capacités des personnels de l'éducation par la mise en œuvre d'une politique pertinente de formation ;
- d'améliorer les conditions de travail à tous les niveaux ;
- de renforcer les capacités de communication dans tout le système.

Après quatre années de mise en œuvre, le ministère de l'Education a décidé de faire l'évaluation du PRC et de le réactualiser au regard des orientations et des défis de la troisième phase du PDEF qui vient de démarrer.

Cette étude a pris fin et le rapport a été déposé en décembre 2010.

LE PROGRAMME DÉTAILLÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE EN AFRIQUE (PDDAA)

Ce programme a pour but principal d'aider à l'atteinte d'un niveau plus élevé de croissance économique par le biais d'un développement fondé sur une agriculture qui accroît les exportations, élimine la faim, réduit la pauvreté, ainsi que l'insécurité alimentaire.

Il sert de cadre commun pour le développement et la croissance agricoles des pays africains. Les actions impulsées conjointement par la CEDEAO et le Secrétariat du NEPAD, au cours de l'année 2005, ont permis de concevoir un plan d'action conjoint ECO-WAP/PDDAA pour la période 2005-2010.

La recherche menée par le CRES dans ce domaine permet de tirer quelques conclusions majeures :

- la poursuite des tendances passées du secteur de l'agriculture ne mène pas à la réduction de moitié de l'incidence de la pauvreté nationale en 2015 ;
- la pêche, l'élevage et la foresterie doivent être une partie intégrante de la stratégie de croissance accélérée du secteur de l'agriculture ;
- la mise en œuvre de la stratégie PDDAA qui repré-

sente un grand défi, assurerait une réduction, de moitié, de l'incidence de la pauvreté.

- l'allocation des investissements publics entre zones agro écologiques et branches agricoles est aussi importante que leur volume ;

- une croissance de l'agriculture de 7 pour cent en moyenne annuelle réduirait à moins de 20 pour cent l'incidence de la pauvreté nationale, mais elle semble hors de portée du secteur.

Enfin, la comparaison des objectifs de la GOANA avec les résultats du scénario PDDAA fait ressortir le caractère peu réaliste de certains des objectifs officiels de production et de rendement.

PLAN D'INVESTISSEMENT DU SECTEUR AGRICOLE DU SÉNÉGAL

Le Plan d'investissement (PI) du Programme national d'infrastructures agricoles (PNIA) portant sur la période 2011-2015 vient compléter les efforts entrepris par le Gouvernement du Sénégal, depuis plusieurs années, pour faire jouer à l'agriculture un rôle majeur dans la croissance de l'économie, la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté à l'horizon 2015, et assurer une distribution plus équilibrée des activités agricoles entre les zones agro-écologiques, les régions et les collectivités locales.

Le PNIA a été, pour le Sénégal, un prétexte pour faire la revue et l'analyse détaillée des politiques de développement agricole et stratégies de promotion du secteur, antérieures et actuelles.



Le Pr. Abdoulaye DIAGNE
présentant le PI

Ce programme a permis de traduire en actions la nécessaire stratégie inclusive de toutes les branches de l'agriculture au sens large, les orientations retenues dans les différents documents de politique et les options auxquelles il a souscrit, dans le cadre du PDDAA. Le CRES a joué un rôle majeur dans l'élaboration du Plan d'investissement.

TRAVAUX DE RECHERCHES OMD SUR LE SÉNÉGAL – CRES –UN/ DESA, BANQUE MONDIALE, PNUD

La salle de conférence du CRES a abrité, du 6 au 8 décembre 2010, un important atelier international autour du thème : «Réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement grâce à l'inclusion sociale des politiques macroéconomiques en Afrique». Ce thème est un volet d'un programme de recherches sur les OMD visant à évaluer et recommander des options stratégiques susceptibles d'assurer la réalisation rapide des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans trois pays pilotes africains : Sénégal, Afrique du Sud et Ouganda. L'étude de cas du Sénégal a été réalisée par le CRES qui avait la charge, à travers cet atelier, de restituer les résultats. L'atelier avait également pour objet de renforcer les capacités des décideurs qui ont été initiés à l'utilisation du modèle MAMS (Maquette de simulations des OMD).



M. Cabral du CRES (à droite)

PROGRAMME COMMUNAUTAIRE DE DEVELOPPEMENT (PCD)

Le Programme Communautaire de Développement (PCD) vise ainsi à formuler une stratégie de développement à long terme, et un programme cohérent d'actions, capable de traduire dans les faits la vision 2020 adoptée par les chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO en juin 2007. La Commission a réuni, à Dakar, les 31 août, 1^e et 2 septembre 2010, une soixantaine de représentants des Universités et Centres de recherche, des membres des réseaux de recherche et des per-

sonnes ressources en provenance des 15 Etats membres de la CEDEAO. L'objectif est de mieux impliquer la communauté des chercheurs dans la politique régionale de recherche et dans la formulation des programmes de la CEDEAO, notamment.

Par ailleurs, le PCD a pour mission de promouvoir l'innovation, la recherche et le développement dans la Région à travers le renforcement et la mise en réseau des centres de recherche, la vulgarisation des résultats de la recherche

de manière à les rendre applicables au contexte ouest-africain. Son élaboration repose sur des principes de subsidiarité, de collégialité, de solidarité, de cohérence et d'utilisation de l'expérience régionale.

La rencontre de Dakar a permis de faire le point de l'état de la recherche dans la région, d'informer tous les acteurs sur l'état d'avancement du processus d'élaboration du PCD et de la Politique de recherche de la CEDEAO.



Le CRES présente son expérience à la réunion de la Recherche sur le PCD et la politique régionale de recherche de la CEDEAO (Dakar 31 Août - 2 Septembre 2010)

DSRP ET BUDGÉTISATION POUR LES ENFANTS

Une étude a été menée par Dr Gaye DAFÉ du CRES sur « La prise en compte des besoins des enfants dans le budget du Sénégal ». L'étude s'inscrit dans le cadre d'un plaidoyer que l'UNICEF a organisé en 2010, suite à une consultation initiée conjointement avec l'Unité de Coordination et de Suivi de la Politique Economique (UCSPE) du Ministère de l'Economie et des Finances et les parties concernées par la planification et la budgétisation pour le bien-être des enfants.

La contribution de M. Daffé est un élément d'un plaidoyer que l'UNICEF veut promouvoir dans le cadre du DSRP II, afin d'amener les décideurs qui sont traditionnellement engagés dans les politiques sociales à être plus attentifs aux questions touchant l'amélio-



ration de la gouvernance et l'utilisation des ressources.

ENQUÊTE SUR LA MIGRATION ET LES TRANSFERTS DE FONDS AU SÉNÉGAL

En octobre 2009, le CRES a mené une enquête sur la migration et les transferts de fonds, dans le cadre d'un projet régional de la Banque Mondiale dans 10 pays d'Afrique Subsaharienne. Dirigé par Mme Fatou Cissé, ce projet a pour objectif principal d'évaluer l'impact de la migration et des transferts sur les conditions de vie des ménages au Sénégal. L'enquête consiste à collecter des informations détaillées sur un échantillon de

trois types de ménages : les ménages sans migrants, les ménages avec migrants internes, et les ménages avec migrants internationaux. L'enquête est terminée depuis décembre 2010. La base finale des données est en cours d'apurement. Le rapport d'enquête est également en cours de rédaction. Un premier atelier de restitution des résultats de l'enquête s'est tenu à Washington en février 2010.

CONTRIBUTION DU CRES AUX ÉTUDES D'APPROFONDISSEMENT SUR LE DIAGNOSTIC ET DE FORMULATION D'ACTIONS PRIORITAIRES POUR L'ATTEINTE DES OMD ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE (2011 - 2015)

Dans le cadre du processus de formulation du document de politique économique et sociale du Sénégal (2011-2015), Le CRES a été recruté comme consultant avec pour mandat de préparer le rapport du Groupe de travail n°5, et d'accompagner l'Unité de coordination et de suivi de la politique économique, ministère de l'Economie et des Finances (UCSPE) dans les activités du groupe liées à la revue du DSRP II et à la définition d'orientations pour la formulation d'une nouvelle stratégie de développement économique et sociale. Ce rapport doit faire l'état d'avancement de la mise en œuvre des actions prioritaires du

DSRP-2 en 2009, notamment, dans les secteurs de l'Education, de la Formation, de la Santé et de la Nutrition.

De manière spécifique, le groupe doit faire ressortir les contraintes structurelles, et présenter les orientations prioritaires de la période 2011-2015, conformément aux OMD, afin de réaliser un développement durable au Sénégal. Par ailleurs, le rapport de contribution du groupe présentera une stratégie de financement des priorités et objectifs de la part des acteurs, notamment, l'Etat, les PTF et le secteur privé, et le gap qui reste à combler (gap de financement).

FORMULATION DU DOCUMENT CADRE DE RÉFÉRENCE DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DU SÉNÉGAL - 2011 - 2015

SERVICES SOCIAUX ET CAPITAL HUMAIN : EDUCATION – FORMATION – SANTÉ – NUTRITION

Sous l'égide de l'Unité de Coordination et de Suivi de la Politique Economique (UCSPE) du ministère de l'Economie et des Finances (MEF), le CRES a organisé le Mardi 16 mars, la réunion de lancement des travaux du Groupe de travail n°5, chargé de la formulation du document de politique économique et sociale en matière d'éducation, de formation, de santé et nutrition pour la période 2011 – 2015.

De manière spécifique, le groupe travaillera à :

- examiner et analyser les résultats obtenus dans les secteurs sus mentionnés au cours de la période de mise en œuvre du DSRP-II sur la base du Plan d'Actions Prioritaires (PAP) et à partir de la matrice

- des mesures et des indicateurs ;
- analyser le niveau de mobilisation et d'exécution des ressources des différents acteurs ;
- analyser les contraintes structurelles qui pèsent sur le ou les secteurs concernés ;
- formuler des orientations sectorielles en phase avec le PDEF et le PNDS ;
- formuler des actions prioritaires pour la période 2011-2015 ;
- élaborer un système de suivi-évaluation (indicateurs dominants).

La présidence du groupe est assurée par le Pr Abdoulaye DIAGNE du CRES, et le secrétariat, par l'UCSPE.

PARTENARIAT CRES - EAWAG/SANDEC

Les bases d'un futur partenariat entre le CRES et l'Institut fédéral suisse des sciences et technologies de l'eau l'EAWAG/SANDEC ont été jetées le lundi 12 juillet 2010 avec la visite au CRES de Mme Linda GAULKE, Chercheur et chef de programmes à l'EAWAG/SANDEC, accompagnée de Mbaye MBEGUERE, chargé de cours à l'institut des sciences de l'environnement (ISE) et représentant régional du SANDEC (département de l'eau et assainissement dans les pays en voie de développement de l'EWAG), pour la région Afrique et de Jean Birane GNING, Doctorant en économie. La délégation a été accueillie par le Pr Mamadou Dansokho, Chef du Département rural et M. Doudou NDIAYE, Directeur de la communication du CRES. L'échange qui a suivi a permis de définir des axes futurs de collaboration, principalement, dans le cadre du prochain plan d'action du CRES.

La délégation a quitté le CRES, après un engagement de poursuivre de la réflexion pour aboutir à une convention de partenariat en bonne et due forme, avec le CRES.



Les participants à la rencontre

Partenariat

CRES / ENDA TM SYSPRO

Dans le cadre des négociations des Accords de Partenariat Economique, ENDA SYSPRO et le Consortium pour la Recherche Economique et Sociale (CRES) ont conclu un contrat de partenariat qui porte sur l'étude de la « Mesure des effets de l'offre d'accès au marché de l'Afrique de l'Ouest dans le cadre de la négociation de l'Accord de Partenariat Economique ». Cette étude sera menée par le CRES.

Au cours de ce partenariat, trois ateliers de recherche seront organisés pour les équipes du CRES et d'Enda Syspro. Le CRES s'engage à apporter la contribution nécessaire à la bonne réalisation de ce partenariat

PARTENARIAT CRES / ASPIT

A l'instar du partenariat CRES / UNU-MERIT, l'Agence Sénégalaise pour la Propriété Industrielle et l'Innovation Technologique (ASPIT) et le Consortium pour la Recherche Economique et Sociale (CRES) ont signé un protocole d'accord cadre portant sur un programme conjoint axé sur les points suivants :

- l'innovation technologique ;
- le transfert technologique ;
- la valorisation des résultats de recherche et développement ;
- la formation.

Ce partenariat vise à promouvoir la recherche dans le domaine de l'innovation technologique. A cet effet, des programmes de formation sur la propriété industrielle et l'innovation technologique seront élaborés par le CRES, avec l'appui financier de l'ASPIT. L'agence transmettra un plan stratégique d'orientation au CRES.

Chaque partie s'engage, conjointement, à contribuer à la réussite de ce partenariat.

Consultez les publications du CRES dans notre site web :

www.cres-senegal.org

PARTENARIAT CRES / CEPS-INSTEAD

Dans le cadre de sa vision de promouvoir la recherche en Afrique, le Centre d'Etudes de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-Economiques (CEPS/INSTEAD) de Luxembourg et le Consortium pour la Recherche Economique et Sociale (CRES) envisagent d'établir une collaboration scientifique.

Cette collaboration vise à répondre aux besoins en recherche de haut niveau en Afrique et à l'élaboration de grands programmes touchant la pauvreté, les inégalités, la croissance économique, entre autres.

Ce partenariat se matérialisera par la mise en œuvre de programmes communs de formation, et l'échange de chercheurs.

PARTENARIAT CRES / DPEE

La Direction de la Prévision et des Etudes Economiques (DPEE) et le Consortium pour la Recherche Economique et Sociale (CRES) ont convenu d'institutionnaliser leurs relations par la signature d'un protocole de collaboration. A cet effet, ils mettront en commun des activités de recherche.

Cette collaboration se matérialisera par un appui technique et scientifique avec la mise à sa disposition d'experts dans les techniques quantitatives et la politique économique ainsi que le recrutement de chercheurs associés.

Partenariat CRES / UNU-MERIT

Monsieur Théophile AZOMAHOU, Enseignant-chercheur à l'Université des Nations Unies-Maastricht Economic and Social Research and Training Center on Innovation and Technology (UNU-MERIT) a séjourné au CRES, du 1er au 30 Avril 2010 dans le cadre du partenariat entre les deux institutions.

Au cours de son séjour, il a préparé avec ses homologues sénégalais, l'organisation des deux ateliers conjoints portant respectivement sur :

- la Conception et l'Evaluation des Politiques d'Innovation (DEIP) ;
- la recherche en "Economie de la Connaissance et de l'Innovation".

Les deux ateliers se sont déroulés du 27 septembre au 1er octobre 2010 à Dakar.

PARTENARIAT CRES / BROOKINGS

Le Pr Abdoulaye Diagne a pris part à une rencontre qui s'est déroulée à Washington, DC du 25 et 26 février 2010 à l'invitation de AGI (Africa Growth Initiative) à Brookings. L'objectif de cette rencontre était l'établissement de nouveaux partenariats pour la promotion de la recherche en Afrique. Au cours de cette rencontre, le CRES et AGI ont convenu d'une recherche collaborative, notamment dans les domaines de l'agriculture, la protection sociale et la macroéconomie.

Au cours du compte rendu fait par le Pr Diagne lors de la réunion tenue avec ses associés le 13 août 2010, les précisions suivantes ont été apportées :

- l'AGI apportera un appui aux chercheurs du CRES par l'octroi de bourses de stage d'un mois, à des chercheurs qui auront ainsi l'opportunité de travailler avec des chercheurs de Brookings Institution et des encadreurs ;
- il est aussi prévu la publication d'un ouvrage par la



M. Olumide (à gauche) de AGI, à côté de M Cabral lors de sa visite au CRES

Brookings Institution Press, ainsi que des documents dans des revues scientifiques ;

- le plan de travail de la première année couvre la période d'août 2010 à d'août 2011 et portera sur la « Modernisation de l'agriculture ». Il est prévu d'autres thèmes dans le moyen et le long termes.

GESTION ET VALORISATION DES DÉCHETS D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRONIQUES ET INFORMATIQUES EN AFRIQUE DE L'OUEST : CAS DU BÉNIN, DU MALI ET DU SÉNÉGAL

Un atelier régional sur le thème ci-dessus s'est déroulé à l'UCAD les 13 et 14 juillet 2010. L'atelier a vu la participation de représentants du Sénégal, du Mali et du Bénin. Le Dr Mamadou Dansokho, chercheur du CRES y a présenté une communication.

Cet atelier a permis :

- l'identification des problèmes liés à ce type de déchets dans les trois pays ;
- la pose d'un diagnostic institutionnel global par rapport aux textes internationaux de base relatifs à la convention de Bâle et de Bamako ;
- l'information et la sensibilisation des décideurs politiques, économiques, sociaux et scientifiques, pour une meilleure prise en charge de cette pro-

blématique des DEEI ;

- l'énoncé des pistes de réglementions et la gestion écologique rationnelle ;
- les conditions de destruction des DEEI ;
- la détermination des conditions d'optimisation des potentialités de création d'emplois.



Quelques participants à l'atelier

MISSIONS DE SUIVI DE L'INITIATIVE THINK TANK (ITT)

Le CRES a reçu le mardi 20 juillet 2010, M. SANOGO Diakalia, Administrateur de programme principal de l'Initiative Think tank au Bureau régional de l'Afrique occidentale et centrale du CRDI, à Dakar.

Dans son introduction, M. Sanogo a fait le diagnostic des différentes « initiatives » évaluées. Avant de partager les résultats de l'enquête dont le CRES a fait l'objet, M. Sanogo s'est réjoui du développement du site du CRES qui, selon lui, est très dynamique (les mises à jour étant faites régulièrement), et bien renseigné. En témoigne, l'évolution très rapide du nombre de visites.

Ensuite, il a présenté et commenté les résultats de l'enquête, puis a satisfait au jeu de questions / réponses des membres du CRES.



Les participants à la réunion



Le jeudi 03 février 2011, le CRES a reçu Mme Marie Claude Martin, Responsable opérationnelle et M. Diakalia SANOGO, Administrateur de programme principal de l'Initiative Think Tank au Bureau régional de l'Afrique occidentale et centrale du CRDI, à Dakar. Cette rencontre a permis aux responsables du CRES de dresser un bilan des activités de leur institution en vue de faire ressortir les progrès réalisés depuis la dernière évaluation. Les échanges qui ont suivi ont débouché sur des recommandations visant à réduire les écarts entre les objectifs fixés et les résultats dans les trois domaines suivants : le développement institutionnel, la communication et le partenariat.

ATELIER DE FORMATION SUR LES TECHNIQUES D'ÉCRITURE

Un atelier de renforcement de capacités en techniques d'écriture a été organisé les 19 et 19 février 2011 au CRES à l'intention des doctorants et du personnel technique du CRES. Il a été animé par le Pr Abdoukarim Ndoye, directeur de l'enseignement et de la réforme de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar.



Le Pr Ndoye en face

Réunion sur les : « Alternatives économiques et sociales pour l'Afrique »

Le Mardi 1er février 2011, le CRES a abrité une importante réunion qui avait pour objet de discuter du contenu de la « Résolution du Consensus africain ». Plusieurs représentants panafricains des principales ONG, ainsi que des parlementaires du Sénégal, des économistes, des juristes, des chefs religieux et culturels ont pris part à cette rencontre.



Didier Awadi (à gauche), une figure marquante du rap africain francophone et du mouvement altermondialiste et M. Laurence Brahm, activiste mondial, avocat, économiste et auteur.

RETRAITE-BILAN DU CRES

Une retraite-bilan a été organisée par le personnel du CRES les 28-29 décembre 2010 à l'hôtel Royal Saly de Mbour, pour faire le point sur les activités déroulées durant l'exercice 2010. L'atelier qui a enregistré la présence des chercheurs et du personnel administratif et technique visait précisément les objectifs suivants :

- partager les résultats du rapport de performance élaboré à partir des programmes des départements ;
- échanger sur les expériences vécues durant l'année, les résultats enregistrés, les réussites, les contraintes ;
- capitaliser les leçons apprises et dégager des perspectives ;
- redynamiser le volet social de la gestion des ressources humaines.



SOUTENANCES DE THÈSES

M. FRANÇOIS SECK FALL

La soutenance s'est tenue le 7 Juillet 2010 à l'Université de Rouen à 10H à la Salle des Thèses sur le thème : "La complémentarité d'intermédiation Banque/Microfinance : une perspective de la finance inclusive".

Le jury, à l'unanimité des voix exprimées, a décerné la mention : "Très Honorable avec les félicitations du jury".



M. François Seck FALL

Mme Salimata FAYE

Mme Salimata Faye a soutenu sa thèse de doctorat d'Etat intitulé « Effets des chocs socio-économiques et sanitaires sur les acquisitions cognitives des élèves : une application des modèles linéaires hiérarchiques à des données de l'éducation primaire au Sénégal ».



Mme Salimata FAYE

La soutenance s'est déroulée le lundi 19 juillet 2010 à la FASTEUF de l'UCAD.

CÉRÉMONIE DE PRÉSENTATION DES VŒUX DE NOUVEL AN (2011) DU PERSONNEL DU CRES

Une cérémonie de présentation des vœux de nouvel an a réuni tout le personnel du Consortium économique et social (CRES) autour du Directeur exécutif de l'institution, le Pr Abdoulaye DIAGNE. Le personnel a exprimé ses sincères remerciements à ce dernier qui n'a ménagé aucun

effort pour leur offrir un cadre de travail décent. Ils l'ont félicité d'avoir su créer une ambiance de travail dans la bonne humeur, la fraternité et la convivialité mais, surtout, dans la rigueur et le respect des principes et valeurs de l'administration. A travers lui, ces vœux s'adressaient à tous les mem-

bres du Bureau exécutif, du Conseil d'administration et aux chercheurs. Le Directeur exécutif a fait part de sa satisfaction et de sa fierté d'avoir à travailler avec un personnel aussi engagé et motivé. Il a remercié tout le personnel du fond du cœur, et l'a exhorté à redoubler d'effort.



**Consultez les
publications du CRES
dans notre site web :**

www.cres-senegal.org